

LIBRE DÉBAT

A propos du service national et de la retraite

Au risque de perpétuer une revendication légitime non satisfaite à ce jour, je m'adresse pour une énième fois à votre journal pour la reformulation d'une requête afférente à un espoir d'obtention d'une réponse cohérente et équitable quant à la prise en compte ou non des années du service national dans le calcul d'une pension de retraite proportionnelle.

La demande précitée est motivée par les contradictions relevées dans l'interprétation de la loi relative au service national n° 14/06 du 09/08/2014 entre le ministre du Travail et de la Sécurité sociale d'une part, et le directeur général de la Caisse nationale de retraite (CNR), d'autre part.

En effet, le premier agissant par voie verbale précise la non-comptabilisation des années en question alors que le second instruit par écrit toutes les agences sous son autorité de prendre en compte toute période passée dans le cadre du service national dans le calcul de toute pension de retraite proportionnelle en se référant aux nouvelles dispositions réglementaires en vigueur, édictées notamment par la loi sus-citée (instruction écrite du 25/10/2015).

Ce faisant, une confusion totale dans la mise en œuvre par les différentes agences de la CNR à travers tout le territoire national de ladite loi fut constatée. Une situation qui m'amène personnellement à m'interroger sur ce qui suit : 1- Une précision verbale de la tutelle peut-elle

annuler une instruction écrite d'un subalterne ? Si c'est le cas, je suis en droit de me poser cette question : pourquoi la tutelle n'a pas confirmé sa précision verbale par écrit pour lever toute ambiguïté ou zone d'ombre ?

2- Une période passée au service de son pays est-elle considérée comme honorifique ou tout simplement un service rendu ? Il est utile de rappeler et je me permets de porter à la connaissance de notre ministre du Travail et de la Sécurité sociale que sous d'autres cieux, la période du service national est prise en compte dans la liquidation de toute pension, même si celle-ci a été effectuée avant l'entrée en activité de l'agent ouvrant droit.

«... Années comptabilisées sans détour ou exception»

3- Le sacrifice consenti par nombre d'Algériens durant la triste décennie noire que notre pays a vécue, ayant engendré toute une tragédie nationale, ne mérite-t-il pas un traitement équitable des droits de tous les enfants de notre

VA-T-ON REVOIR TOUS LES RÉGIMES DE RETRAITE ?



pays victimes de cette dernière ? En ce sens les années du service national devraient être comptabilisées sans détour ou exception, compte tenu de leur caractère noble et à l'instar de ce qui a été accordé aux autres victimes de ladite tragédie (internés des camps du Sud) entrant dans le cadre de la loi portant réconciliation nationale. Les constats précités devraient logiquement aboutir au rétablissement définitif de l'équité tant souhaitée, à charge pour le ministère concerné

de le clarifier et de le notifier par écrit en spécifiant et en élargissant son domaine d'application, notamment pour sa date d'effet au demeurant, au profit de tout le peuple algérien. Tous mes encouragements à l'équipe «Soir Retraite» et mes remerciements au quotidien *Le Soir d'Algérie* pour cette tribune qui est offerte aux retraités pour leur permettre de s'exprimer, voire s'extérioriser, le cœur étant déjà si fragile...

K. Saadid, Alger

COURRIER DES LECTEURS

Revalorisation
et équité

Bonjour à toute l'équipe du quotidien *Le Soir d'Algérie* qu'on ne remerciera jamais assez d'avoir créé cet espace bénéfique aux retraités.

J'ai lu dans un quotidien qu'il allait y avoir une revalorisation de 2,5% à compter du 1^{er} mai. J'aurais souhaité que ceux qui ont décidé ce taux nous disent s'ils peuvent vivre de nos jours avec une pension de retraite de 17 000 DA. C'est une calamité, on ne vit pas, on essaye de survivre, moi avec 3 maladies chroniques et mon épouse diabétique.

La CNR m'a octroyé une pension de retraite de 10 000 DA en 2009 (à mes 60 ans), montant revalorisé à 17 000 DA mensuel au 31 décembre 2015, et ce, grâce aux décisions du président de la République en 2012 et aux revalorisations annuelles de la CNR. L'argent qui se trouve dans les caisses est celui de ceux qui cotisent pour nous, comme nous avons cotisé pour nos prédécesseurs, comme nos enfants vont cotiser pour les futurs retraités. J'aimerais dire au ministre du Travail : «Avec votre façon de faire, vous ne faites qu'enrichir les riches et bénéficier les nantis.» Vous devez savoir que la part d'augmentation de 2,5% sera insignifiante pour moi comme l'année écoulée. Elle sera de 400 DA, par contre ceux qui touchent 6, 8 ou 10 millions auront 2 à 3 000 DA d'augmentation. Ne pensez-vous pas qu'il n'y a pas d'équité et qu'il faille nous relever un peu ces chiffres au moins jusqu'à 30 000 DA, en

augmentant le taux qui nous revient et de diminuer celui qui reviendra à ceux dont la retraite est assez conséquente, comme cela s'est passé il me semble en 2012, par palier, donc 10 à 15% pour ceux se situant en dessous de 30 000 DA, 5 et 2% pour les autres ? Sinon où est la justice sociale ? Celui qui devrait — le secrétaire général de l'UGTA — défendre ceux qui touchent moins de 30 000 DA s'occupe à faire de la politique : il a raison, il a une bonne paie.

S. M.

La revalorisation
annuelle et ce
grand silence

C'est avec une grande déception que je sollicite les colonnes du quotidien *Le Soir d'Algérie*, avec tous mes sincères et chaleureux remerciements, en vue de publier cette lettre dans la page «Retraite».

Au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, à l'UGTA, à la Caisse nationale des retraites, à la FNTR, ces organismes et ces organisations censés défendre les droits sociaux pourquoi ce silence qui se traduit par une sacrée gifle pour les pauvres retraités quant à la fameuse revalorisation annuelle de 5% sans doute (la chanson de la chute du prix du pétrole pour justifier ce grand mépris et cette injustice) ? Messieurs, comment pouvez-vous justifier les 1200 milliards de la CNR déposés

à El Khalifa Bank, ainsi que les montants colossaux servis par la Cnas au profit du FNPOS ? En conclusion, il semble bien que la crise actuelle n'est pas due tout à fait à la chute du prix du pétrole, mais à la chute du système politique du gouvernement actuel.

Pour tout gouvernement et tout homme politique, avant de gouverner, il faut apprendre à concilier justice et liberté. Aussi il faut des hommes compétents pour une politique de performance et une justice sociale dans son sens noble comme sous d'autres cieux. Avec une lueur d'espoir pour que justice soit rendue vis-à-vis des pauvres retraités. Sinon ils doivent vivre avec un autre espoir que la justice reviendra un jour dans une Algérie meilleure. A bons entendeur. Merci.

Un simple citoyen.

S. Belhout

Date d'effet des
augmentations
annuelles

Parti en retraite en septembre 2015, ai-je droit à l'augmentation de l'année 2016 ? Cette augmentation prend effet à quelle date ? Merci de votre réponse.

Agma Reza

RÉPONSE : Il vous faudra attendre mai 2017.

POINT DE VUE
C'est bizarre à la
FNTR-UGTA au sujet
de la revalorisation
des pensions 2016

Alors que tous les retraités attendent avec impatience la revalorisation des pensions de retraite à compter du 1^{er} mai 2016, comme le prévoit la loi 83/12 du 02/07/1983 relative à la retraite modifiée et complétée par l'article 9 de la loi n°99-03 qui stipule que «les pensions et allocations de retraite sont revalorisées avec effet du 1^{er} mai de chaque année par arrêté du ministre du Travail et de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de l'organisme de retraite», la FNTR-UGTA, par le biais du secrétaire fédéral, a fait une mise au point dans laquelle les membres du secrétariat fédéral, réunis en séance ordinaire le même jour, ont tenu à apporter les éclaircissements relatifs au déséquilibre financier de la CNR pouvant engendrer des conséquences touchant à l'avenir du système de retraite, comme si le conseil d'administration de la CNR — bilan à l'appui — ne s'est pas réuni. Pis encore, le bureau fédéral ainsi que le conseil d'administration se sont contentés dans l'obligation morale de proposer la reconduction du taux attribué l'année passée, soit 5%, au lieu d'un taux habituellement plus élevé. D'ailleurs, pour l'année passée, on pouvait aller jusqu'à 10% alors que le ministre de la Sécurité sociale n'a décidé que de seulement 5% malgré les revendications des retraités. Alors où sont les revendications légitimes des retraités devant l'inflation qui secoue le pays ?

Mohamed Benmoumène,
Aïn-Defla 44 000